



## LA GESTION DE FAIT PREMIER ET SECOND DEGRÉS

### Textes de références

- Loi n° 63-156 du 23 février 1963,
  - Circulaire Ministère Education Nationale n° 88-201 du 10 avril 1988,
  - Circulaire Ministère Education Nationale n°90-121 du 30 mai 1990.
- Les deux circulaires rappellent la réglementation relative à certaines cotisations demandées aux familles à la lumière de deux principes:
- *principe de gratuité de l'enseignement,*
  - *principe d'égalité des citoyens devant les charges publiques.*

### Principes

Enoncés par l'article 60 de la loi du 23 février 1963.

“ Toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public, ou sans agir sous le contrôle ou pour le compte d'un comptable public s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public doté d'un poste de comptable ou dépendant d'un tel poste, doit nonobstant les poursuites qui pourraient être engagées devant les juridictions répressives, rendre compte au juge financier de l'emploi des fonds ou valeurs qu'elle a irrégulièrement détenus ou maniés . ”

**a) Définition:** la gestion de fait est l'immixtion, sans titre, d'une personne dans la fonction de comptable public, notamment dans la détention ou le maniement des recettes, fonds et valeurs appartenant à des organismes publics. La gestion de fait se définit donc par rapport à la gestion patente, assurée par un comptable public.

**b) Objet:** la gestion de fait a pour objet le rétablissement des formes budgétaires et comptables qui ont été méconnues.

**c) Procédures:** la gestion de fait est soumise aux mêmes juridictions et entraîne les mêmes obligations et responsabilités que la gestion patente.

La procédure est écrite et contradictoire et prend la forme d'un double jugement, provisoire et définitif.

Le compte établi par le gestionnaire de fait appuyé de la décision de l'autorité budgétaire reconnaissant l'utilité des opérations est jugé par les chambres régionales des comptes en ce qui concerne les E.P.L.E.

Les jugements devenus définitifs sont susceptibles d'appel devant la Cour des comptes.

**d) Conséquences:** la procédure de gestion de fait permet : de rétablir, a posteriori, la régularité des opérations ; de verser dans les caisses de l'organisme public le solde résultant de l'exécution des opérations de recettes et de dépenses; éventuellement, de condamner le comptable de fait à l'amende.

### Application

Il convient de distinguer entre le 1er et le 2d degrés

#### *1/ Dans le Second degré*

Rappelons que le cadre juridique général est celui des E.P.L.E. Les situations les plus fréquemment rencontrées à propos desquelles existe une abondante jurisprudence sont les suivantes: